

Les carnets de la sociétalisation #6

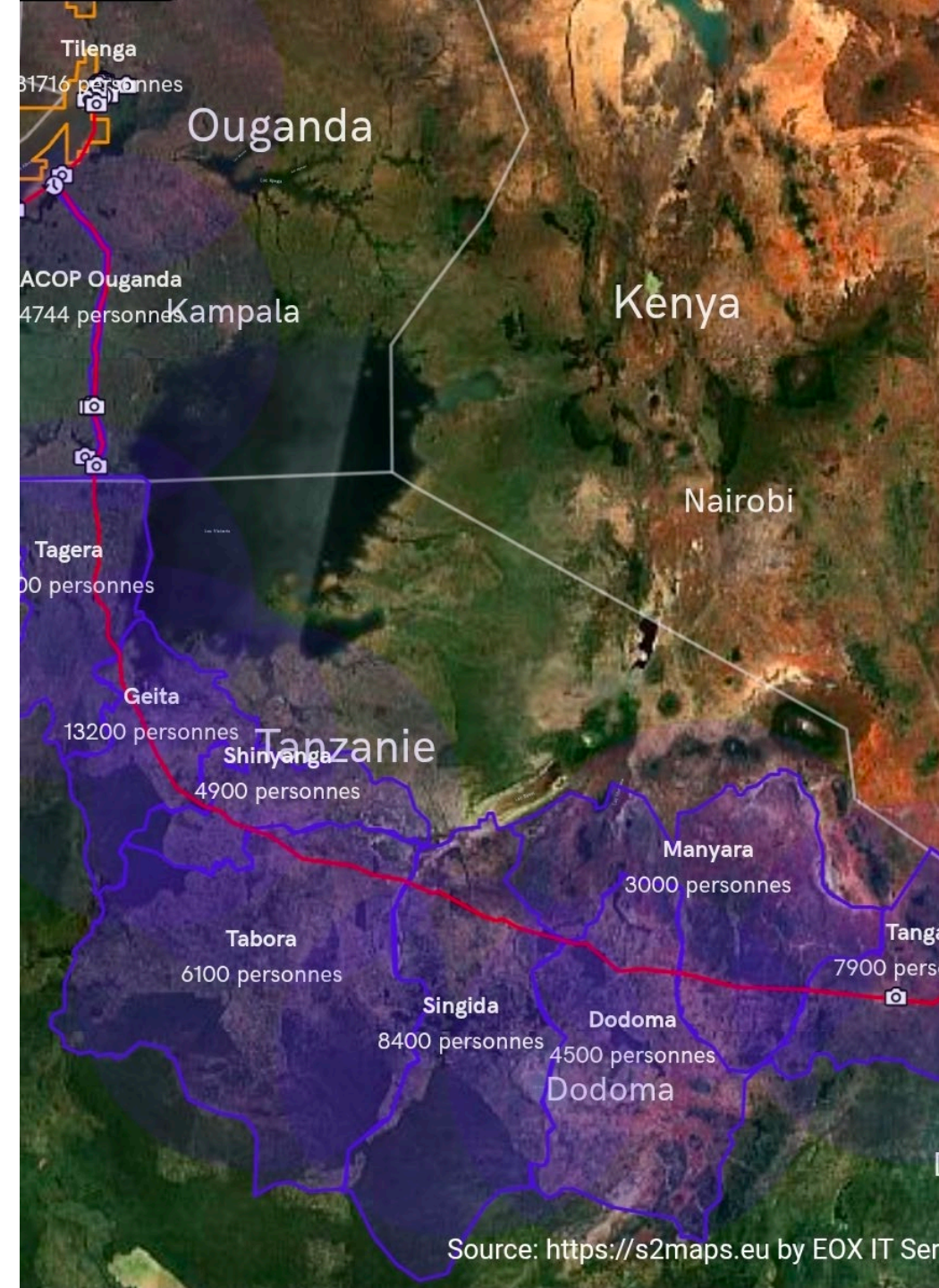
TotalEnergies face aux accusations de crime de guerre en Ouganda.

Arthur OGER
Camille LÉVÊQUE
Merlin MEIGNAN
Charles LACROIX



Sommaire

- 1 La Sociétalisation.
- 2 Edito – Présentation de l'entreprise TotalEnergies.
- 3 Les accusations de crime de guerre en Ouganda, l'enjeu humain.
- 4 La prise de parole de TotalEnergies sur l'enjeu humain en Ouganda.
- 5 Les solutions mises en œuvre.
- 6 Jusqu'où s'engager ?





La Sociétalisation, théorisé par PY. Gomez

"La « **société** » entend désormais agir sur les entreprises pour qu'elles intègrent dans leur création de valeur des réponses efficaces aux questions sociales et environnementales".

"La « **Sociétalisation** » est cette nouvelle manière de réguler les conduites en les soumettant aux injonctions de la société civile".

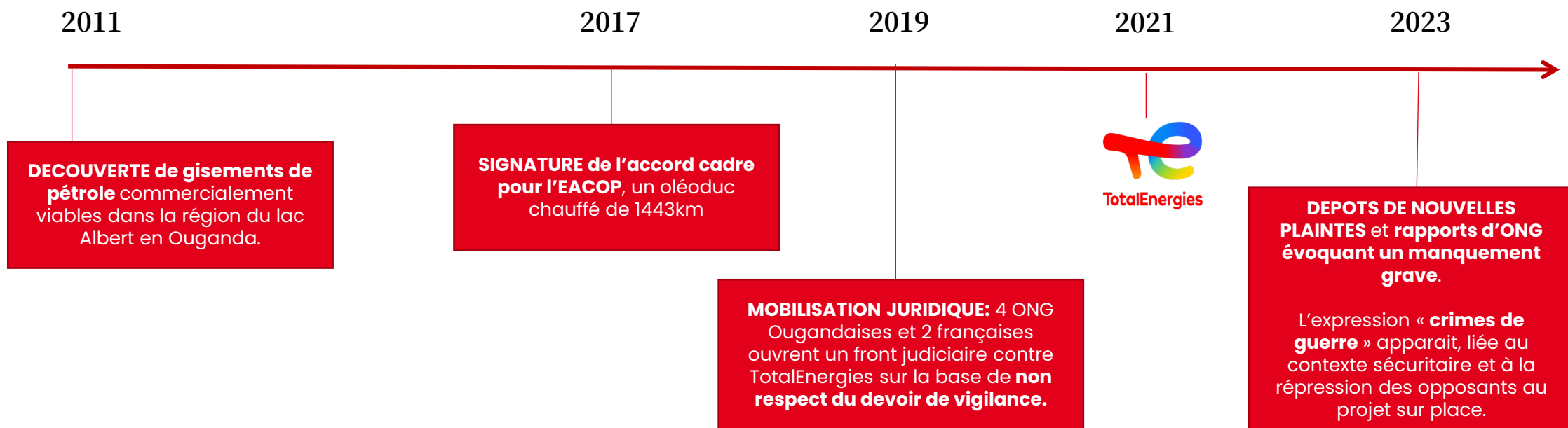
Total et ses projets controversés : Tilenga & EACOP

Tilenga : c'est le **projet d'extraction**.

- **Extraction massive** : Forage de 419 puits de pétrole en Ouganda.
- **L'Histoire** : Un projet développé depuis 2011.
- **La Ligne rouge écologique** : Des installations situées à l'intérieur du parc national protégé de Murchison Falls.

EACOP (*East African Crude Oil Pipeline*) : c'est le **projet de transport**.

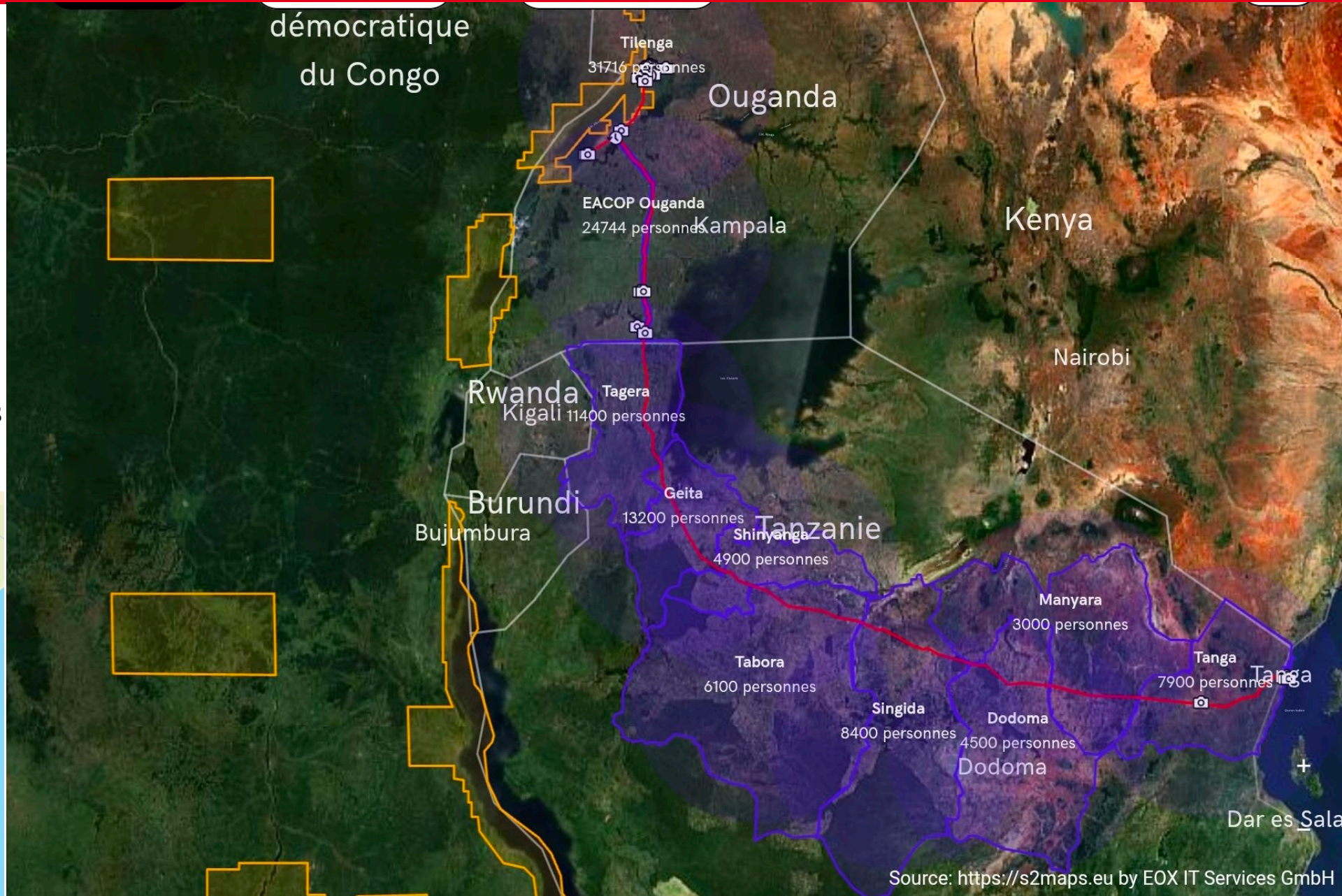
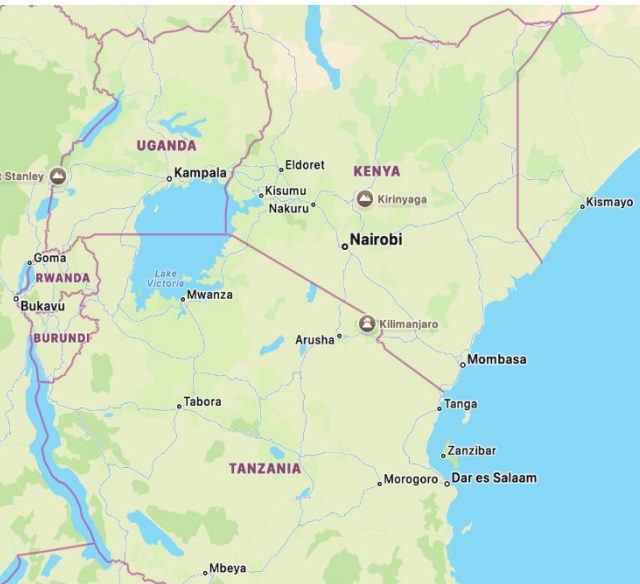
- **Une infrastructure géante** : Le plus grand oléoduc chauffé au monde (Ouganda - Tanzanie).
- **Soutien militaire** : TotalEnergies accusée de collaborer avec les armées locales pour imposer le projet.
- **Scandale révélé** : Cas rendu public par de fortes mobilisations juridiques (dès 2019) et médiatiques.



CARTE DE L'OLÉODUC EACOP ET DU PROJET TILENGA

Légende :

- Oléoduc EACOP
- Zones d'exploration pétrolière
- Zones protégées
- Personnes expropriées





« Pourquoi est-ce que TotalEnergies se lance dans les projets Tilenga et EACOP alors que les scientifiques du GIEC, l'Agence Internationale de l'Énergie et l'ONU demandent l'arrêt immédiat de tout nouveau projet fossile ?

Ces projets relèvent d'un impératif énergétique. »

Site Officiel de TotalEnergies, Projets Tilenga & EACOP : agir en toute transparence.

Les accusations de crimes de guerre

Crime de guerre ?

Un crime de guerre est une violation grave du droit international humanitaire commise lors d'un **conflit armé** (qu'il soit international ou interne). Cela inclut notamment :

- L'homicide intentionnel ou la torture de civils.
- La déportation ou le transfert illégal de populations.

Les victimes directes ?

Le Bilan Humain : 118 000 Expropriations

- **Déplacements forcés** en Ouganda et Tanzanie.
- **Expropriations "surprises"** et indemnisations bafouées (*Amnesty International*).
- **Moyens de subsistance détruits** : Paysans interdits de cultiver leurs terres dans l'attente, les plongeant dans la misère.

L'action juridique : "crimes de guerre" et "non-respect des droits humains"

2023 : Demande de réparation au Tribunal de Paris

- **L'Initiative** : 5 ONG (France/Ouganda) et le militant Maxwell Atuhura (suite au recours "devoir de vigilance" de 2019).
- **Les Préjudices** : Expropriations abusives, compensations insuffisantes et harcèlement.
- **La Gravité** : Accusations formelles de « **non-respect des droits humains** » et de « **crimes de guerre** ».

Amnesty International

met régulièrement la lumière sur des exemples de **paysans n'ayant toujours pas reçu d'indemnisations** 3 ans après avoir perdu l'accès à leurs terres.

« *Total : la loi du plus fort* », chronique publiée en novembre 2022, Amnesty International





“Le projet de pipeline EACOP passera également sur le bassin versant du lac Victoria, dont dépendent 40 millions de personnes [...].

Les forages mettent en danger la faune du plus grand parc national du pays”

Flavia Nakabuye, activiste ougandaise

La prise de parole de TotalEnergies

La défense :

TotalEnergies positionne le projet EACOP comme un acteur de développement en Tanzanie, autour de trois axes majeurs.

Le groupe s'engage d'abord sur une **gouvernance stricte** (normes IFC, Principes de l'Équateur) vérifiée par des études d'impact et des audits indépendants. Il assure ensuite un **dialogue constant avec les communautés locales** pour encadrer les relocalisations et soutenir l'accès à l'eau potable. Enfin, le projet promet un **impact économique massif**, avec des investissements locaux et la création de 80 000 emplois.

Néanmoins...

Suite aux poursuites sur le **devoir de vigilance**, les actions de TotalEnergies se révèlent **principalement administratives**. Si des compensations ont bien été versées aux familles déplacées, elles sont dénoncées comme **tardives et insuffisantes** par *Human Rights Watch*.

Finalement, ces mesures répondent aux pressions de la société civile, mais **ne remettent en cause ni la nature ni le cœur du projet EACOP**.





« Le tracé du pipeline, construit conformément aux plus stricts standards internationaux, a été défini pour minimiser son impact environnemental et éviter au maximum les zones sensibles.

Il sera enterré sur toute sa longueur et revégétalisé après son installation ».

Site officiel TotalEnergies, *Projet Tilenga & EACOP : agir en toute transparence*

L'analyse par le modèle AI³ (Bach et Allen, 2010)

Enjeux : Disjonction des visions

Oppose la **continuité industrielle** de TotalEnergies (projet de développement économique et énergétique) à l'**urgence perçue par la société civile** (crise climatique et droits humains).

Acteurs

- **Adversaires** : Coalition d'ONG (Amis de la Terre, Survie), Justice française, Parlement Européen et médias d'investigation.
- **Alliés** : États hôtes (Ouganda, Tanzanie), armées locales et partenaires pétroliers (CNOOC).

Intérêts

- **Total** : Rentabilité économique et souveraineté énergétique.
- **Opposants** : Sécurité foncière, "Devoir de Vigilance" et arrêt des fossiles.

Friction: Total répond par du financier à une question éthique

Arènes

- **Judiciaire**: Tribunal de Paris (front principal).
- **Financière** : Pression sur les banques pour couper les financements (point de rupture).
- **Diplomatique** : Kampala et Paris pour la légitimité politique.

Informations

- **Levier utilisé (Total)** : Données économiques et arguments de "responsabilité technique" (forages, relogements).

Irrecevabilité: L'argument rationnel/économique de Total est inefficace dans l'arène médiatique qui réagit au narratif émotionnel et aux violations des droits humains.

Les solutions mises en œuvre

En externe :

- **Total veut se donner une image d'acteur socio-économique** : image d'expert qui se veut rassurante par l'usage d'un vocabulaire technique et procédural.
- **Récupération du vocabulaire militant et sportswashing**: une vraie volonté de promouvoir ce projet comme écologique et fédérateur.
- **Ce qui n'a pas empêché des levées de boucliers**: communication perçue comme peu sincère et déconnectée

« L'entreprise s'exprime peu publiquement sur les scandales qui la touchent tandis que ses employés reçoivent une communication assommante sur toute l'actualité de l'entreprise.

C'est comme si les employés étaient l'outil promotionnel de TotalEnergies: l'entreprise ne cherche plus à convaincre le grand public mais laisse les salariés convaincre pour elle. »

Entretien avec un employé de TotalEnergies

"As TotalEnergies, we are proud to be part of Uganda's energy journey by supporting the development of not only oil and gas resources but also renewables in line with our multi-energy ambition [...] to achieve together with society net zero emissions by 2050 and to foster sustainable development in the countries where we operate."

Philippe Groueix – Président TotalEnergies Uganda &
GM TotalEnergies EP Uganda

En Interne :

- **Concentration des pouvoirs par le PDG** suite à la volonté du CA de *"gagner en efficacité face à la transition énergétique"* (2015).
- TotalEnergies **interagit massivement auprès de ses employés** sur tout ce qui est relatif à ses activités et aux décisions de l'entreprise: formations en tous genres, actualisation des contrats et des activités de l'entreprise quotidiennement etc.

Jusqu'où s'engager ?

TotalEnergies (Tilenga & EACOP) : Entre ambitions et contradictions

- **Opportunisme vs Transition** : Des projets présentés comme écologiques, mais dont les impacts socio-environnementaux réels contredisent les engagements de long terme du groupe.
- **Déficit de légitimité** : Une politique de transition qui peine à convaincre les acteurs externes.
- **Les employés comme boucliers** : Le recours aux "ambassadeurs internes" pour diffuser les messages institutionnels, révèle l'incapacité du groupe à nouer un dialogue direct et apaisé avec ses parties prenantes.



« Bien que l'entreprise communique beaucoup plus qu'avant sur des sujets extrêmement divers, les questions éthiques demeurent peu abordées ».

Entretien avec un employé de TotalEnergies

NOTRE BILAN:

- **Impact réel** : un équilibre précaire entre manque de légitimité et premier succès judiciaires.
- **Perspectives**: quelle stratégie TotalEnergies va-t-elle adopter ? Rester silencieuse ou impulser une mutation réelle de ses projets en Afrique centrale, contrainte par la société civile ?
- **Limites à notre recherche**: opacité de la gouvernance, données brutes de la biodiversité, et les contrats de sécurité entre Total et les forces ougandaises



Les carnets de la sociétalisation sont des synthèses issues des travaux universitaires des étudiantes et étudiants du parcours EM Politique.

Ils mettent en évidence l'impact des transformations politiques et culturelles sur la vie, le comportement et la stratégie des entreprises.

Emlyon business school n'entend donner aucune approbation ou improbation aux opinions émises dans ce document. Ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

Les carnets de la sociétalisation

TotalEnergies face aux accusations de crimes de guerre en Ouganda.

Pour en apprendre davantage sur le sujet, merci de contacter les auteurs :



LACROIX
Charles

charleslacroix@edu.em-lyon.com



LÉVÊQUE
Camille

camille.leveque@edu.em-lyon.com



MEIGNAN
Merlin

merlin.meignan@edu.em-lyon.com



OGER
Arthur

arthur.oger@edu.em-lyon.com

**em
lyon**
business
school

i.f.g.e.
institut français
de gouvernement
des entreprises